

## INDUSTRIE

**Arrêté du 11 juillet 2002 constatant les valeurs définitives du coût net du service universel et le solde définitif des contributions des opérateurs pour les années 1997, 1998 et 1999**

NOR : IND10220163A

La ministre déléguée à l'industrie,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 35-3, R. 20-38 et R. 20-39 ;

Vu les arrêtés du 5 octobre 1999 et du 10 janvier 2001 fixant le taux mentionné à l'article R. 20-37 du code des postes et télécommunications utilisé pour l'évaluation définitive du coût correspondant aux obligations de service universel, respectivement pour les années 1998 et 1999 ;

Vu la décision n° 2002-329 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 avril 2002 proposant les évaluations rectificatives du coût net du service universel et les contributions des opérateurs pour les années 1998 et 1999 et proposant une modification de l'évaluation prévisionnelle du coût du service universel et des contributions des opérateurs pour l'année 2002.

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les arrêtés du 24 décembre 1998, du 30 mars 2000 et du 21 juin 2001 constatant les valeurs définitives du coût du service universel et les soldes définitifs des contributions des opérateurs, respectivement pour les années 1997, 1998 et 1999, sont abrogés.**Art. 2.** – Les valeurs définitives concernant l'évaluation du coût net du service universel pour l'année 1998 sont :

- pour le coût correspondant aux obligations de péréquation géographique : C2 = 217,239 850 millions d'euros ;

- pour le coût correspondant au déséquilibre de la structure courante des tarifs téléphoniques : C1 = 34,758 376 millions d'euros ;

- pour le volume total de trafic téléphonique supporté par les boucles locales des réseaux téléphoniques, à l'exception des communications au départ ou à destination des réseaux ouverts au public n'assurant pas le service téléphonique : V = 299 993 millions de minutes.

**Art. 3.** – Les valeurs définitives concernant l'évaluation du coût net du service universel pour l'année 1999 sont :

- pour le coût correspondant aux obligations de péréquation géographique : C2 = 89,792 471 millions d'euros ;
- pour le coût correspondant au déséquilibre de la structure courante des tarifs téléphoniques : C1 = 6,707 757 millions d'euros ;
- pour le volume total de trafic téléphonique supporté par les boucles locales des réseaux téléphoniques, à l'exception des communications au départ ou à destination des réseaux ouverts au public n'assurant pas le service téléphonique : V = 351 733 millions de minutes.

**Art. 4.** – Les soldes définitifs des contributions des opérateurs au fonds de service universel et le montant des régularisations pour les années 1997, 1998 et 1999 sont annexés au présent arrêté.**Art. 5.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juillet 2002.

NICOLE FONTAINE

## A N N E X E I

CONTRIBUTIONS NETTES AU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
POUR L'ANNÉE 1997 ET MONTANT DES RÉGULARISATIONS

## 1. Titulaire crédeur

INTITULÉ	TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1997		RÉGULARISATION	
			Annexe II de la décision n° 98-952	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
			Crédit (kF)	Crédit (kF)	Débit (en kF)	Débit (en kF)
France Télécom.	France Télécom.	Décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996.	12 678	-	12 678	2 187,9

## 2. Titulaires débiteurs

INTITULÉ	TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1997		RÉGULARISATION	
			Annexe II de la décision n° 98-952	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
			Débit (kF)	Débit (kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en kF)
GSM F1.	France Télécom.	Arrêté du 25 mars 1991.	5 174	-	5 174	890,1
Radiocom 2000.	France Télécom.	Arrêté du 12 février 1996.	187	-	187	32,1
DCS R1.	FTM 1800.	Arrêté du 8 décembre 1994.	31	-	31	5,3
GSM DOM 2.	France Caraïbes Mobiles.	Arrêté du 14 juin 1996.	119	-	119	20,4
Pointel.	France Télécom.	Arrêté du 27 novembre 1991.	15	-	15	2,6
Radiotéléphonie maritime publique.	France Caraïbes Mobiles.	Arrêté du 12 mars 1991.	2	-	2	0,3
Radiotéléphonie maritime et terrestre.	Saint-Martin Mobiles.	Arrêté du 4 juillet 1991.	3	-	3	0,6
Service de radiocommu- nications aéronau- tique par satellite	France Télécom.	Arrêté du 21 février 1992.	2	-	2	0,3

INTITULÉ	TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1997		RÉGULARISATION	
			Annexe II de la décision n° 98-952	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
			Débit (kF)	Débit (kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en kF)
TFTS.	FCR.	Arrêté du 23 février 1995.	-	-	-	-
Service radioélectrique radiomaritime.	France Télécom.	Arrêté du 12 septembre 1996.	5	-	5	0,9
Ermes E1.	FTMR.	Arrêté du 26 novembre 1993.	-	-	-	-
POCSAG eurosignal.	FTMR.	Arrêté du 13 novembre 1987.	138	-	138	23,7
Euteltracs messagerie bilatérale.	FTMR.	Arrêté du 15 avril 1991.	-	-	-	-
Inmarsat c messagerie bilatérale.	France Télécom.	Arrêté du 1 <sup>er</sup> juillet 1991.	2	-	2	0,3
GSM F2.	SFR.	Arrêté du 25 mars 1991.	5 038	-	5 038	866,7
NMT.	SFR.	Arrêté du 16 décembre 1987.	255	-	255	43,8
DCS R2.	SFR.	Arrêté du 8 décembre 1994.	-	-	-	-
Ermes E2.	TDR.	Arrêté du 26 novembre 1993.	53	-	53	9,1
GSM DOMI.	SRR.	Arrêté du 23 février 1995.	75	-	75	13,0
DECT.	CGRP.	Arrêté du 29 mars 1994.	3	-	3	0,6
Ermes E3.	Infomobile.	Arrêté du 26 novembre 1996.	17	-	17	2,9
DCS F3.	Bouygues Télécom.	Arrêté du 8 décembre 1994.	971	-	971	167,1
ALT 1.	Eurotunnel SA.	Arrêté du 21 novembre 1996.	-	-	-	-
ALT 2.	Télécom Dévelop- pement.	Arrêté du 3 octobre 1996.	-	-	-	-
ALT 3.	COLT Télécommunica- tions France SAS.	Arrêté du 12 décembre 1996.	9	-	9	1,6
ALT 4.	MFS Communications SA.	Arrêté du 12 décembre 1996.	61	-	61	10,5
LEX 1.	ADP.	Arrêté du 31 juillet 1996.	487	-	487	83,8
LEX 2.	Société d'exploitation du téléport de Marseille-Provence.	Arrêté du 27 décembre 1996.	7	-	7	1,2
LEX 3.	Compagnie générale de radiocommunication de proximité.	Arrêté du 27 novembre 1996.	3	-	3	0,5
LEX 4.	AUXIPAR SA.	Arrêté du 27 décembre 1996.	-	-	-	-
LEX 5.	Kapt'Aquitaine SA.	Arrêté du 31 décembre 1996.	53	-	53	9,1
LEX 6.	Belgacom Téléport.	Arrêté du 7 février 1997.	1	-	1	0,2
LEX 7.	Cegetel Entreprises.	Arrêté du 9 mai 1997.	2	-	2	0,3
LEX 8.	SEM Protel.	Arrêté du 26 mai 1997.	-	-	-	-
Pointel.	Kapt'Aquitaine SA.	Arrêté du 27 avril 1995.	5	-	5	0,9
ALT 5.	BT France.	Arrêté du 6 octobre 1997.	-	-	-	-
ALT 7.	Hermes Europe Railtel.	Arrêté du 22 octobre 1997.	-	-	-	-
ALT 8.	Cegetel Entreprises.	Arrêté du 14 octobre 1997.	-	-	-	-
	9 Telecom.	Arrêté du 18 décembre 1997.	-	-	-	-
	Omnicom.	Arrêté du 18 décembre 1997.	-	-	-	-
	Siris.	Arrêté du 18 décembre 1997.	-	-	-	-

## A N N E X E I I

CONTRIBUTIONS NETTES AU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
POUR L'ANNÉE 1998 ET MONTANT DES RÉGULARISATIONS

## 1. Titulaire créancier

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1998		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2000-1	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Crédit (kF)	Crédit (kF)	Débit (en kF)	Débit (en kF)
France Télécom.	Arrêté du 12 mars 1998.	11 795	9 615	2 180	357,8

## 2. Titulaires débiteurs

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1998		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2000-1	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Débit (en kF)	Débit (en kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en kF)
France Télécom.	Arrêté du 25 mars 1991.	4 030	3 285	745	122,4
	Arrêté du 12 février 1996.	20	16	4	0,7
	Arrêté du 21 février 1992.	-	-	-	-
	Arrêté du 1 <sup>er</sup> juillet 1991.	-	-	-	-
	Arrêté du 12 septembre 1996.	1	1	-	-
FTM 1800.	Arrêté du 8 décembre 1994.	10	8	2	0,3
Saint-Martin Mobiles.	Arrêté du 4 juillet 1991.	50	50	-	-
FTMR.	Arrêté du 26 novembre 1993.	-	-	-	-
	Arrêtés du 13 novembre 1987 et du 28 mars 1994.	41	33	8	1,3
9 Telecom Réseau.	Arrêtés du 18 décembre 1997 et du 29 juin 1998.	-	-	-	-
A Télécom.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
Aéroport de Paris.	Arrêté du 31 juillet 1996.	190	155	35	5,7
AXS Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
Belgacom Téléport SA.	Arrêtés du 29 avril 1998 et du 20 octobre 1998.	104	85	19	3,1
Bouygues Télécom.	Arrêté du 8 décembre 1994.	1 467	1 195	272	44,7
BT France.	Arrêté du 6 octobre 1997.	-	-	-	-
Cable & Wireless.	Arrêté du 25 août 1998.	-	-	-	-
Cégétel Entreprises.	Arrêtés du 27 novembre 1996, du 23 septembre 1997 et du 11 mars 1998.	27	22	5	0,8
SFR.	Arrêté du 25 mars 1991.	4 698	3 829	869	142,7
	Arrêtés du 16 décembre 1987 et du 22 février 1988.	40	33	7	1,1
	Arrêté du 8 décembre 1994.	-	-	-	-
Société réunionnaise de radiotéléphonie.	Arrêté du 23 février 1995.	332	270	62	10,2
Société de transmission de données par radio (TDR).	Arrêtés du 26 novembre 1993 et du 23 décembre 1996.	14	11	3	0,5
Colt Télécommunications France.	Arrêtés du 12 décembre 1996 et du 12 mars 1998.	36	30	6	1,0
Completel SAS.	Arrêté du 17 novembre 1998.	-	-	-	-
Dauphin Telecom / Saint-Martin Téléphone.	Arrêtés du 19 octobre 1998 et du 10 mars 1999.	-	-	-	-
Econophone.	Arrêté du 28 juillet 1998.	-	-	-	-
Esprit Telecom.	Arrêtés du 12 mars et du 7 juillet 1998.	-	-	-	-
Estel SA.	Arrêté du 4 novembre 1998.	-	-	-	-
Eurotunnel Développement SA.	Arrêtés du 21 novembre 1996 et du 29 avril 1998.	-	-	-	-
Facicom International.	Arrêté du 17 novembre 1998.	-	-	-	-
FirstMark Communications France.	Arrêté du 19 octobre 1998.	-	-	-	-
First Télécom.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
France Caraïbes Mobiles.	Arrêté du 14 juin 1996.	73	59	14	2,3
	Arrêtés du 12 mars 1991 et du 1 <sup>er</sup> août 1996.	-	-	-	-
FCR.	Arrêté du 23 février 1995.	-	-	-	-
Géolink.	Arrêté du 29 juin 1998.	-	-	-	-
Goldenline Technology (LCR Télécoms).	Arrêté du 7 juillet 1998.	-	-	-	-
Graphitel.	Arrêté du 16 septembre 1998.	-	-	-	-
Hermès Europe Railtel.	Arrêtés du 22 octobre 1997 et du 25 août 1998.	-	-	-	-
Infomobile.	Arrêtés du 26 novembre 1996, du 3 octobre 1994 et du 13 janvier 1995.	6	5	1	0,2
Informatique & Télématic.	Arrêté du 29 avril 1998.	-	-	-	-
Interoute.	Arrêté du 28 juillet 1998.	-	-	-	-
Iridium.	Arrêté du 28 octobre 1998.	-	-	-	-
Kapt'Aquitaine SA.	Arrêté du 27 avril 1995.	1	1	-	-
	Arrêté du 31 décembre 1996.	-	-	-	-
KDD France.	Arrêté du 23 septembre 1998.	-	-	-	-
Kertel.	Arrêté du 16 avril 1998.	-	-	-	-
Level 3.	Arrêté du 23 décembre 1998.	-	-	-	-
LDI Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1998		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2000-1	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Débit (en kF)	Débit (en kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en kF)
Suez Lyonnaise Telecom.	Arrêté du 2 octobre 1998.	5	4	1	0,2
Médiaséaux Marne.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
MCN Sat Service.	Arrêté du 16 décembre 1998.	-	-	-	-
MFS Communications (MCI Worldcom).	Arrêtés du 12 décembre 1996 et du 16 avril 1998.	600	489	111	18,2
Mobicom.	Arrêté du 19 octobre 1998.	-	-	-	-
Nets SA.	Arrêté du 6 octobre 1998.	-	-	-	-
Omnicom.	Arrêté du 18 décembre 1997.	-	-	-	-
One Tel.	Arrêté du 17 novembre 1998.	-	-	-	-
Primus Telecommunications SA.	Arrêté du 29 avril 1998.	50	50	-	-
Prosodie.	Arrêté du 26 mai 1998.	-	-	-	-
Protel.	Arrêté du 26 mai 1997.	-	-	-	-
RSL Com.	Arrêté du 12 mai 1998.	12	10	2	0,3
Siris.	Arrêté du 18 décembre 1997.	52	42	10	1,6
Telcity (Naxos).	Arrêté du 16 avril 1998.	-	-	-	-
Télé 2 France SA.	Arrêté du 16 avril 1998.	-	-	-	-
Télécom Développement.	Arrêtés du 28 novembre 1996 et du 18 décembre 1997.	17	14	3	0,5
Télécontinent SA.	Arrêtés du 16 septembre 1998.	50	50	-	-
Télélobe France.	Arrêtés du 30 juin 1998 et du 2 février 1999.	-	-	-	-
Téléport de Marseille-Provence.	Arrêté du 27 décembre 1996.	2	2	-	-
TE.SA.M (Globalstar).	Arrêté du 17 novembre 1998.	-	-	-	-
Uniglobe.	Arrêté du 8 juillet 1998.	-	-	-	-
Unisource Carrier Services.	Arrêté du 17 novembre 1998.	-	-	-	-
Viatel Operations SA.	Arrêté du 5 juin 1998.	-	-	-	-
Western Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
Wordxchange.	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-

## A N N E X E I I I

CONTRIBUTIONS NETTES AU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
POUR L'ANNÉE 1999 ET MONTANT DES RÉGULARISATIONS

## 1. Titulaire créancier

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1999		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2001-418	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Crédit (en kF)	Crédit (en kF)	Débit (en kF)	Débit (en kF)
France Télécom.	Arrêté du 12 mars 1999.	24 021	14 675	9 346	1 436,6

## 2. Titulaires débiteurs

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1999		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2001-418	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Débit (en kF)	Débit (en kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en kF)
France Télécom.	Arrêté du 25 mars 1991.	12 517	7 552	4 965	784,5
	Arrêté du 12 février 1996.	-	-	-	-
	Arrêté du 21 février 1992.	-	-	-	-
	Arrêté du 1 <sup>er</sup> juillet 1991.	-	-	-	-
	Arrêté du 12 septembre 1996.	-	-	-	-
FTM 1800.	Arrêtés du 8 décembre 1994 et du 26 août 1999.	1	-	1	0,1

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1999		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2001-418	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Débit (en kF)	Débit (en kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en k€)
Saint-Martin Mobiles.	Arrêté du 4 juillet 1991.	100	100	0	-
E* Messages Wireless Information Services (FTMR).	Arrêté du 26 novembre 1993. Arrêtés du 13 novembre 1987 et du 28 mars 1994	- -	- -	- -	- -
9 Telecom Réseau.	Arrêtés du 18 décembre 1997 et du 29 juin 1998.	-	-	-	-
Aéroports de Paris	Arrêté du 31 juillet 1996	129	78	51	8,1
Afripa Télécom France.	Arrêté du 10 mars 1999.	50	50	0	-
AUCS (Unisource Carrier Services).	Arrêté du 17 novembre 1998.	-	-	-	-
Belgacom Téléport SA.	Arrêtés du 29 avril 1998 et du 20 octobre 1998.	70	42	28	4,4
Bouygues Télécom.	Arrêté du 8 décembre 1994.	2 846	1 717	1 129	178,4
BT France.	Arrêté du 6 octobre 1997.	-	-	-	-
Cable & Wireless.	Arrêté du 25 août 1998.	3	2	1	0,1
Cégétel Entreprises.	Arrêtés du 27 novembre 1996, du 23 décembre 1997 et du 11 mars 1998.	123	74	49	7,8
SFR.	Arrêté du 25 mars 1991. Arrêtés du 16 décembre 1987 et du 22 février 1988. Arrêté du 8 décembre 1994.	6 305 - -	3 803 - -	2 502 - -	395,2 - -
Société réunionnaise de radiotéléphonie.	Arrêté du 23 février 1995.	80	48	32	5,1
Société de transmission de données par radio (TDR).	Arrêtés du 26 novembre 1993 et du 23 décembre 1996	-	-	-	-
COLT Télécommunications France.	Arrêtés du 12 décembre 1996 et du 12 mars 1998.	267	161	106	16,7
Completel SAS	Arrêté du 17 novembre 1998.	1	-	1	0,1
Dauphin Telecom.	Arrêtés du 19 octobre 1998 et du 10 mars 1999.	0	-	0	-
Easynet.	Arrêtés du 6 août 1999.	-	-	-	-
Econophone.	Arrêté du 28 juillet 1998	-	-	-	-
Estel SA.	Arrêté du 4 novembre 1998.	1	1	0	-
Eurotunnel Développements SA.	Arrêtés du 21 novembre 1996 et du 29 avril 1998.	-	-	-	-
Facilicom International (FCI Carrier services)	Arrêté du 17 novembre 1999.	50	50	0	-
Farland Service France.	Arrêté du 20 janvier 1999.	-	-	-	-
FirstMark Communications France.	Arrêté du 19 octobre 1998.	-	-	-	-
First Télécom.	Arrêté du 17 juin 1998.	0	-	0	-
France Caraïbes Mobiles.	Arrêté du 14 juin 1996. Arrêtés du 12 mars 1991 et du 1 <sup>er</sup> août 1996.	142 -	86 -	56 -	8,8 -
Free Telecom (Linx).	Arrêté du 9 novembre 1999.	-	-	-	-
FCR.	Arrêté du 23 février 1995.	0	-	0	-
LCR Télécoms (Goldenline Technology).	Arrêté du 7 juillet 1998.	50	50	0	-
Liberty Surf Telecom (AXS Telecom).	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
Graphitel.	Arrêté du 16 septembre 1998.	50	50	0	-
GC Pan Europe Crossing.	Arrêté du 10 mars 1999.	-	-	-	-
GTS Omnicom (Esprit Telecom).	Arrêté du 18 décembre 1997.	5	3	2	0,4
Hermes Europe Railtel.	Arrêtés du 22 octobre 1997 et du 25 août 1998.	-	-	-	-
ICS.	Arrêté du 28 février 1999.	-	-	-	-
IDT Europe BV.	Arrêté du 16 avril 1999.	50	50	0	-
Infomobile.	Arrêtés du 26 novembre 1996, du 3 octobre 1994 et du 13 janvier 1995.	-	-	-	-
Intercall.	Arrêté du 22 mars 1999.	-	-	-	-
Interoute.	Arrêté du 28 juillet 1998.	2	1	1	0,2
Iridium.	Arrêté du 28 octobre 1998.	0	-	0	-
Kapt'Aquitaine SA.	Arrêté du 27 avril 1995. Arrêté du 31 décembre 1996.	- -	- -	- -	- -
Kaptech.	Arrêté du 19 septembre 2000.	-	-	-	-
Kast Télécom.	Arrêté du 2 février 1999.	50	50	0	-
KDD France.	Arrêté du 23 septembre 1998.	0	-	0	0,1
Kertel.	Arrêté du 16 avril 1998.	29	18	11	1,8

TITULAIRE	AUTORISATION	DÉFINITIF 1999		RÉGULARISATION	
		Annexe II de la décision n° 2001-418	Nouveau montant	Hors intérêt légal	Avec intérêt légal
		Débit (en kF)	Débit (en kF)	Crédit (en kF)	Crédit (en k€)
Level 3.	Arrêté du 23 décembre 1998.	-	-	-	-
LDI Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	50	50	0	-
Mannesman Ipulsys (O. Tel. O).	Arrêté du 3 juin 1999.	-	-	-	-
Marconi.	Arrêté du 17 février 1999.	-	-	-	-
Suez Lyonnaise Telecom.	Arrêté du 2 octobre 1998.	10	6	4	0,6
Swisscom.	Arrêté du 15 octobre 1999.	-	-	-	-
UPC (Médias réseaux).	Arrêté du 17 juin 1998.	20	12	8	1,3
Multicoms (MCN Sat Service).	Arrêté du 16 décembre 1998.	-	-	-	-
MFS Communications (MCI Worldcom).	Arrêtés du 12 décembre 1996 et du 16 avril 1998.	274	165	109	17,2
Mobicom.	Arrêté du 19 octobre 1998.	50	50	0	-
Naxos (Télécity).	Arrêté du 16 avril 1998.	-	-	-	-
Nets SA.	Arrêté du 6 octobre 1998.	-	-	-	-
One Tel.	Arrêté du 17 novembre 1998.	50	50	0	-
Outremer Telecom (Informatique & Télématique).	Arrêté du 29 avril 1998.	50	50	0	-
Phone Systems & Network.	Arrêté du 10 mars 1999.	-	-	-	-
Primus Telecommunications SA (Télécontinent).	Arrêté du 29 avril 1998.	100	100	0	-
Prosodie.	Arrêté du 26 mai 1998.	2	1	1	0,2
RSL Com.	Arrêté du 12 mai 1998.	9	6	3	0,5
Siris.	Arrêté du 18 décembre 1997.	18	11	7	1,1
Star Télécommunications.	Arrêté du 27 avril 1999.	-	-	-	-
Storm.	Arrêté du 27 avril 1999.	-	-	-	-
Télia.	Arrêté du 20 juillet 1999.	-	-	-	-
Télé 2 France SA.	Arrêté du 16 avril 1998.	-	-	-	-
Télécom Développement.	Arrêtés du 28 novembre 1996 et du 18 décembre 1997.	60	36	24	3,8
Primus Télécommunications SA (Télécontinent SA).	Arrêté du 16 septembre 1998.	100	100	0	-
Télé globe France.	Arrêtés du 30 juin 1999 et du 2 février 1999.	50	50	0	-
TE.SA.M (Globalstar).	Arrêté du 17 novembre 1998.	50	50	0	-
Tiscali (A Télécom).	Arrêté du 17 juin 1998.	-	-	-	-
Uniglobe.	Arrêté du 8 juillet 1998.	2	1	1	0,1
Viatel Operations SA.	Arrêté du 5 juin 1998.	-	-	-	-
Western Telecom.	Arrêté du 17 juin 1998.	50	50	0	-
Wordxchange.	Arrêté du 17 juin 1998.	50	50	0	-

**Arrêté du 27 septembre 2002 modifiant l'arrêté du 7 décembre 1999 autorisant la société AUCS Communications Services v.o.f. à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public**

NOR : INDI0220214A

La ministre déléguée à l'industrie,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 33-1, L. 34-1 et L. 34-6 ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1999 autorisant la société AUCS Communications Services v.o.f. à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la demande en date du 16 janvier 2002 de la société AUCS Communications Services, complétée par des courriers en date des 7 mars, 10 avril, 7 mai et 15 juillet 2002 ;

Vu la décision n° 2002-578 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 30 juillet 2002,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 7 décembre 1999 susvisé est ainsi rédigé :

« Art. 1<sup>er</sup>. - La société AUCS Communications Services est autorisée à fournir le service téléphonique au public sur l'ensemble du territoire métropolitain, dans les conditions fixées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté. »

**Art. 2.** - Le cahier des charges annexé au présent arrêté remplace le cahier des charges annexé à l'arrêté du 7 décembre 1999 susvisé.

**Art. 3.** - Le présent arrêté et son annexe seront publiés au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 septembre 2002.

NICOLE FONTAINE

ANNEXE

CAHIER DES CHARGES RELATIF À LA FOURNITURE  
DU SERVICE TÉLÉPHONIQUE AU PUBLIC

Titulaire de l'autorisation : AUCS Communications Services.

Définitions

Dans le présent cahier des charges, il est fait usage de termes qui sont entendus de la manière suivante :

L'opérateur

Il s'agit du titulaire de l'autorisation visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté auquel est annexé le présent cahier des charges.